AVIS DE L'ARES

N° 2022-20 DU 14 NOVEMBRE 2022

Avant-projet de décret-programme portant diverses dispositions accompagnant le budget initial 2023

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le vendredi 28 octobre 2022 par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur un avant-projet de décret-programme portant diverses dispositions accompagnant le budget initial 2023, en particulier sur les chapitres II à V du titre Ier, le titre V et les chapitres V et VI du titre X ;

Considérant que la demande d'avis est adressée sur base de l'article 21, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

Que, conformément à l'article 21, alinéa 2 du même décret, toute demande d'avis ou de proposition sollicitée en vertu de l'alinéa 1^{er} doit être traitée et l'avis inscrit à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES qui suit de quinze jours au moins la date de réception de la demande ;

Que la plus proche séance du Conseil d'administration de l'ARES est le 9 novembre 2022 ; que l'exigence liée au délai de quinze jours requis par la disposition précitée n'est pas remplie de sorte qu'il y a lieu de considérer que la demande est adressée « sous le bénéfice de l'urgence », sur base de l'article 21, alinéa 2, *in fine*, du décret du 7 novembre 2013 précité ;

Considérant qu'en raison de cette procédure d'urgence, qui aurait pu être évitée, le Conseil d'administration de l'ARES n'a matériellement pas le temps d'instruire ce dossier dans des conditions satisfaisantes et que, en conséquence, toutes les dispositions en projet ne peuvent être analysées comme il se devrait, notamment celles relatives à la Recherche (titre IV de l'avant-projet de décret) ;

Considérant que c'est au Bureau exécutif de l'ARES d'assurer le suivi de cet avis en urgence ;

Le Bureau exécutif formule l'avis suivant à l'endroit des chapitres II à V du titre Ier, le titre V et les chapitres V et VI du titre X de l'avant-projet de décret-programme portant diverses dispositions accompagnant le budget initial 2023 :

AVIS

Moyennant les remarques et la prise en compte des observations et propositions de modifications qui suivent, l'ARES émet un **avis favorable** à l'endroit des chapitres II à V du titre Ier, le titre V et les chapitres V et VI du titre X de l'avant-projet de décret-programme portant diverses dispositions accompagnant le budget initial 2023.

01. TITRE I^{ER} – DISPOSITIONS RELATIVES AUX AIDES DIVERSES DANS LE CADRE DE LA CRISE ÉNERGÉTIQUE

01.1 / CHAPITRES II À V – DU SOUTIEN AUX ÉTABLISSEMENTS DE PROMOTION SOCIALE, AUX ÉCOLES SUPÉRIEURES DES ARTS, AUX HAUTES ÉCOLES ET AUX INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES

01.1.1 / ARTICLES 2 À 5 DE L'AVANT-PROJET

01.1.1.1 / Modifications et objectifs

- » Les dispositions en projet ont pour but, au vu de la crise énergétique actuelle, de mettre en place un mécanisme d'aide directe en faveur des établissements de promotion sociale, des écoles supérieures des arts, des hautes écoles et des institutions universitaires.
- » Le mécanisme diffère en fonction des formes :
 - » Pour l'enseignement de promotion sociale : le montant alloué sera déterminé *au prorata* des périodes élèves générées pour l'année civile 2019, soit l'année civile qui précédait la crise de la Covid-19 ;
 - » Pour les écoles supérieures des arts : le montant alloué sera composé de deux parties : un forfait identique pour chaque ESA (7.812,5 euros) et un montant forfaitaire complémentaire en fonction du nombre d'étudiants régulièrement inscrits ;
 - » Pour les hautes écoles : un montant, unique et exceptionnel, est accordé pour leur permettre de faire face aux indexations salariales de cet exercice ;
 - » Pour les universités : le montant alloué par institution sera déterminé en fonction de la clef de répartition dédiée au financement des réparations importantes des installations immobilières des institutions universitaires.

01.1.1.2 / Avis de l'ARES

- » L'ARES se **réjouit, naturellement, de l'aide apportée et salue l'initiative.**
- » L'ARES note **toutefois** les éléments suivants :
 - » **Concernant les hautes écoles**, même si l'intervention financière par compensation d'une indexation salariale est plus que bienvenue, l'ARES n'aperçoit pas, ou du moins pas directement, les effets au niveau énergétique. Les hautes écoles constatent en effet qu'il n'y a pas d'intervention spécifique pour compenser les augmentations de charges liées à la crise énergétique ;
 - » **Concernant universités**, même si à nouveau l'intervention financière est plus que bienvenue, l'ARES n'aperçoit pas bien, ou du moins pas directement, le lien entre les réparations immobilières et le surcoût énergétique.

» **Moyennant la prise en compte des remarques précédentes**, l'ARES émet un avis **favorable** sur les dispositions en projet.

02. TITRE V – DISPOSITIONS RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET À L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

02.1 / CHAPITRE I^{ER} – DES CONSEILLERS POUR LA RÉFORME DE LA FORMATION INITIALE DES ENSEIGNANTS

02.1.1 / ARTICLE 46 DE L'AVANT-PROJET

02.1.1.1 / Modifications et objectifs

- » À l'article 47, §§ 1^{er} et 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du Budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, à l'Enfance, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociales, aux Bâtiments scolaires, au financement des Infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants, les mots « à 2022 » sont remplacés par les mots « à 2023 ».
- » La disposition en projet vise à prolonger, pour l'année 2023, la désignation de conseillers pour la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale au sein des établissements d'enseignement supérieur qui organisent la formation initiale des enseignants, compte tenu du report d'un an de l'entrée en vigueur du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants et de la nécessité de continuer à accompagner sur le terrain l'implémentation de cette réforme qui entrera en vigueur dès l'année académique 2023-2024.

02.1.1.2 / Avis de l'ARES

- » L'ARES rappelle qu'à l'occasion de son avis n° 2020-24, l'ARES avait insisté sur la nécessité, dans la mesure où la réforme était reportée à l'époque à l'année académique 2021-2022, **de rendre pérenne les subventions allouées aux établissements pour les conseillers FIE et à l'ARES** pour la Cellule d'appui FIE, eu égard aux missions confiées à ceux-ci. **Naturellement**, l'ARES se réjouit que la disposition en projet prolonge, pour l'année 2023, la désignation de conseillers pour la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale au sein des établissements d'enseignement supérieur. **Cependant**, en raison des perspectives actuelles de mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants, l'ARES demande à ce que la disposition en projet prolonge les effets de la disposition non pas jusqu'à l'année 2023, mais jusqu'à l'année 2024 au moins, **afin d'accompagner dans les meilleures conditions possibles la mise en œuvre de la réforme sur le terrain en ce compris, le cas échéant, durant les premières années de mise en œuvre.**

» **Moyennant la prise en compte de la proposition précédente**, l'ARES émet un avis **favorable** sur la disposition en projet.

02.2 / CHAPITRE II – MODIFICATIONS DE LA LOI DU 27 JUILLET 1971 SUR LE FINANCEMENT ET LE CONTRÔLE DES INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES

02.2.1 / ARTICLES 47 À 54 DE L'AVANT-PROJET

02.2.1.1 / Modifications et objectifs

- » Les dispositions en projet ont pour but de :
 - » prévoir des moyens de financement supplémentaires aux Universités en 2022 pour la couverture de la poursuite de la revalorisation de la partie forfaitaire de la **prime de fin d'année de leur personnel** imputé sur les allocations de fonctionnement, soit 34 euros en 2022 ;
 - » prévoir des moyens de financement supplémentaires aux Universités en 2022 pour la couverture de l'octroi d'une **prime** de 100 euros en 2022 au personnel des Universités visé dans la disposition de ce décret-programme relative à cette prime pour utilisation à des fins professionnelles de leur **outil informatique privé et de leur connexion internet privée** ;
 - » assurer la **pérennité du refinancement** des Universités dans l'enveloppe des allocations de fonctionnement à partir de 2023, en réinjectant les montants affectés de manière ponctuelle en 2022 ;
 - » prévoir des moyens de financement supplémentaires pérennisés à partir de 2023 pour la couverture de la poursuite de la **revalorisation de la partie forfaitaire de la prime de fin d'année** du personnel des Universités imputé sur allocations de fonctionnement, soit 36 euros de revalorisation 2022 + 16 euros de revalorisation 2023, soit 50 euros de revalorisation cumulée à partir de 2023 ;
 - » prévoir la **pérennité** à partir de 2023 des moyens de financement supplémentaires à même hauteur par rapport à ceux alloués en 2022 pour la couverture de l'octroi d'une **prime** de 100 euros au personnel des Universités visé dans la disposition de ce décret-programme relative à cette prime pour utilisation à des fins professionnelles de leur **outil informatique privé et de leur connexion internet privée** ;
 - » assurer la **prolongation des financements d'impulsion du fait de la crise sanitaire pour une durée de deux années** à leur plus haut niveau de financement, puis leur versement dans l'enveloppe des allocations de fonctionnement des Universités ;
 - » assurer un **refinancement de l'aide à la réussite** en Universités selon les critères de répartition entre elles qui y sont déjà prévus ;
 - » dédier une partie du refinancement des universités à un **refinancement spécifique de l'aide à la réussite en Universités avec une répartition des moyens de refinancement** y dédiés entre Universités en fonction des étudiants du 1er bloc payant des droits d'inscription réduits ;
 - » assurer un **refinancement pour réparations importantes des installations immobilières** des Universités, afin de répondre aux défis à relever en suite à la croissance des étudiants et aux **changements climatiques** ;
 - » octroyer des **moyens spécifiques à l'ARES pour lui permettre de renforcer sa coordination de l'aide à la réussite** (analyser et accompagner la constitution des 41 plans stratégiques à venir, en extraire de bonnes pratiques et veiller à leur bonne diffusion vers les établissements et les pôles, ce qui nécessite un réel travail de renforcement des mutualisations et partages inter-établissements) et **soutenir la coordination du développement de l'outil d'orientation visant à améliorer la transition secondaire supérieur** et, à terme, d'en assurer la gestion, la maintenance et la mise à jour.

02. 2.1.2 / Avis de l'ARES

- » L'ARES se réjouit des mesures apportées et salue l'initiative afin de soutenir les universités et leurs personnels ainsi que l'aide à la réussite et l'orientation, par l'octroi de moyens supplémentaires à la fois aux universités, mais également à l'ARES ;
- » L'ARES s'interroge toutefois sur le calcul opéré tel que présenté dans le commentaire de l'article 47 en projet qui fait état de 36 euros de revalorisation 2022 + 16 euros de revalorisation 2023, soit 50 euros de revalorisation cumulée à partir de 2023. Ne s'agit-il pas plutôt de 34 euros de revalorisation 2022 ?

» L'ARES émet un avis **tout à fait favorable** sur les dispositions en projet.

02.3 / CHAPITRE III – MODIFICATION DU DÉCRET DU 9 SEPTEMBRE 1996 RELATIF AU FINANCEMENT DES HAUTES ÉCOLES ORGANISÉES OU SUBVENTIONNÉES PAR LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

02. 3.1 / ARTICLES 55 ET 56 DE L'AVANT-PROJET

02. 3.1.1 / Modifications et objectifs

- » L'article 55 en projet poursuit des objectifs similaires à ceux poursuivis par les dispositions précédentes :
 - » prévoir des moyens de financement supplémentaires aux Hautes Écoles en 2022 pour la couverture de la poursuite de la revalorisation de la partie forfaitaire de la **prime de fin d'année de leur personnel**, soit 34 euros en 2022 ;
 - » prévoir des moyens de financement supplémentaires aux Hautes Écoles en 2022 pour la couverture de l'octroi d'une **prime** de 100 euros en 2022 au personnel des Hautes Écoles visé dans la disposition de ce décret-programme relative à cette prime pour utilisation à des fins professionnelles de **leur outil informatique privé et de leur connexion internet privée** ;
 - » assurer la **pérennité du refinancement** des Hautes Écoles dans l'enveloppe des allocations globales à partir de 2023, en réinjectant les montants affectés de manière ponctuelle en 2022 ;
 - » assurer une nouvelle tranche de refinancement des Hautes Écoles dans l'enveloppe des allocations globales à partir de 2023, **prévoyant sa pérennisation et son indexation à partir de 2024** ;
 - » prévoir des **moyens de financement supplémentaires pérennisés** à partir de 2023 pour la couverture de la poursuite de la revalorisation de la partie forfaitaire de la **prime** de fin d'année du personnel des Hautes Écoles, soit 36 euros de revalorisation 2022 + 16 euros de revalorisation 2023, soit 50 euros de revalorisation cumulée à partir de 2023 ;
 - » prévoir la **pérennité à partir de 2023 des moyens de financement supplémentaires** à même hauteur par rapport à ceux alloués en 2022 pour la **couverture de l'octroi d'une prime** de 100 euros au personnel des Hautes Écoles visé dans la disposition de ce décret-programme relative à cette prime pour utilisation à des fins professionnelles de leur **outil informatique privé et de leur connexion internet privée**.
- » L'article 56, plus spécifique, a pour but d'octroyer un **montant compensatoire** aux Hautes Écoles qui auront perçu un droit d'inscription (DI) dépassant le DI maximum parce qu'elles y ont été autorisées par dérogation contenue dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement dans les **sections « technique de l'image », « communication appliquée » et « presse**

et information » et parce que cette dérogation leur sera ôtée à partir de l'année académique 2023-2024. Ce mécanisme pourra être revu à partir de l'année 2026 afin qu'il ne représente pas un avantage injustifié pour les établissements concernés.

02. 3.1.2 / Avis de l'ARES

- » **L'ARES se réjouit des mesures apportées et salue l'initiative** afin de soutenir les hautes écoles et leurs personnels, par l'octroi de moyens supplémentaires ;
- » À nouveau, l'ARES s'interroge sur le calcul opéré tel que présenté dans le commentaire de l'article 55 en projet qui fait état de 36 euros de revalorisation 2022 + 16 euros de revalorisation 2023, soit 50 euros de revalorisation cumulée à partir de 2023. Ne s'agit-il pas plutôt de 34 euros de revalorisation 2022 ?
- » **Plus fondamentalement, l'ARES s'interroge toutefois sur le choix apparent** de ne pas prévoir **pour les hautes écoles et les écoles supérieures des arts**, par égalité de traitement, des moyens similaires octroyés aux universités en matière d'aide à la réussite et de revalorisation des infrastructures immobilières suite à la croissance des étudiant-es et aux changements climatiques, à laquelle les hautes écoles et les écoles supérieures des arts sont naturellement confrontées de la même manière ;
- » **Enfin**, s'agissant de l'article 56 en projet, l'ARES estime que la mesure devrait également prévoir une révision au cas où le montant dégagé ne couvrirait pas le manque à gagner (lié à une croissance de population)

» **Moyennant la prise en compte des remarques précédentes**, l'ARES émet un avis **favorable** sur les dispositions en projet.

02.4 / CHAPITRE IV – MODIFICATION DE LA LOI DU 29 MAI 1959 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LÉGISLATION DE L'ENSEIGNEMENT

02. 4.1 / ARTICLES 57 ET 58 DE L'AVANT-PROJET

02. 4.1.1 / Modifications et objectifs

- » Les dispositions en projet ont pour but de :
 - » abroger les exemptions du plafonnement du minerval et frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis individuellement à l'étudiant réclamés aux étudiants applicables aux sections « technique de l'image », « communication appliquée » et « presse et information » des hautes écoles ;
 - » actualiser les catégories de demandeurs d'emploi qui peuvent prétendre au bénéfice de l'exonération totale du droit d'inscription, dans l'enseignement de promotion sociale, imposé par l'article 12 § 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

02. 4.1.2 / Avis de l'ARES

- » Comme précisé *supra*, la mesure prévue à l'article 56 en projet devrait également prévoir une révision au cas où le montant dégagé ne couvrirait pas le manque à gagner (lié à une croissance de population).

» L'ARES émet un avis **favorable** sur les dispositions en projet.

02.5 / CHAPITRE V – MODIFICATIONS DU DÉCRET DU 11 AVRIL 2014 ADAPTANT LE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À LA NOUVELLE ORGANISATION DES ÉTUDES

02. 5.1 / ARTICLES 59 ET 60 DE L'AVANT-PROJET

02. 5.1.1 / Modifications et objectifs

- » L'article 59 en projet¹ vise à modifier l'article 5 du décret du 11 avril 2014 afin d'apporter une clarification concernant le statut des étudiant-es qui ont échoué à un concours ou une épreuve organisé(e) en Communauté française ou en-dehors de celle-ci. En effet, avant la réforme du décret "paysage", l'article 5 contenait une disposition à ce propos qui n'était toutefois pas adaptée au nouveau calcul de la finançabilité instauré par la réforme. Ainsi, la modification en projet vise à établir une égalité de traitement entre les étudiant-es inscrits en Communauté française, qui doivent se réorienter après deux inscriptions infructueuses pour rester finançables, et les étudiant-es qui souhaitent s'inscrire en Communauté française après avoir échoué à deux reprises à un concours ou une épreuve organisé(e) dans leur système académique d'origine ;
- » L'article 60 en projet² vise à adapter l'article 6 du décret du 11 avril 2014³ au nouveau système de calcul de la finançabilité, en conséquence duquel il sera parfois nécessaire de vérifier les inscriptions antérieures dans l'enseignement supérieur au-delà d'un délai de 5 ans (ex : lorsque l'étudiant-e a bénéficié de mesures d'allègement). Il convient donc que les étudiant-es puissent fournir les données relatives à toutes leurs inscriptions antérieures, sauf dans l'hypothèse prévue au nouvel alinéa 2.

02. 5.1.2 / Avis de l'ARES

» S'agissant de l'article 59 en projet :

- » L'ARES suppose qu'au vu de la formulation – qui fait explicitement référence aux années d'études supérieures préparatoire ou générale menant à un concours ou à une épreuve – aucun-e étudiant-e ayant présenté en Communauté française un examen d'entrée, un concours d'entrée, une épreuve liminaire, ne sera concerné-e par la disposition. **Une clarification serait nécessaire à cet égard.**
- » Dans le même ordre d'idée, faut-il considérer que le concours organisé au sein de chaque institution universitaire organisant le cursus de premier cycle en sciences vétérinaires constitue-t-il un concours suite à « *une année supérieure générale* », soit les 60 premiers crédits ? Auquel cas, les étudiant-es

¹ Libellée comme suit : « L'article 5 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études est complété par un paragraphe 9 rédigé comme suit : "§ 9. Par dérogation au § 1er, un étudiant n'est pas finançable s'il s'inscrit à un cursus après avoir échoué au cours de deux années académiques à un concours ou à toute épreuve permettant d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures dans ce même cursus à l'issue d'une année d'études supérieures préparatoire ou générale menant à ce concours ou à cette épreuve." ».

² Libellée comme suit : « A l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "au cours des cinq années académiques précédentes" sont abrogés ;

2° un alinéa 2 rédigé comme suit est ajouté : "Par dérogation à l'alinéa 1er, en cas d'interruption d'au moins cinq années académiques, l'étudiant n'est pas tenu de déclarer ses inscriptions préalables à des études supérieures et les résultats de ses épreuves antérieurs à cette interruption." ».

³ Libellée comme suit : « Article 6. - Lors de la demande d'inscription, l'étudiant est tenu de déclarer toutes ses inscriptions préalables à des études supérieures et des résultats de ses épreuves au cours des cinq années académiques précédentes, sauf s'il poursuit des études auprès du même établissement. Une omission peut être considérée comme une fraude ».

- inscrit-es dans ce cursus seraient concerné-es par la mesure, ce qui serait particulièrement étonnant dans la mesure où seraient mis sur un pied d'égalité des étudiant-es qui vont entreprendre des études et des étudiant-es qui les poursuivent. **Une clarification serait également nécessaire à cet égard ;**
- » Par ailleurs, **la notion d' « échec »** serait à définir et clarifier. Il y a une grande variété de situations dans le cadre des années préparatoires avec entre autres des cas de figure reprenant simplement une attestation de participation ou des résultats cours par cours mais pas d'évaluation globale. Il en est de même pour la **notion d' « année générale »** qui serait également à clarifier ;
 - » Enfin, il conviendrait de prévoir une adaptation du cadre décretaal relatif à e-paysage, inclus au sein du décret paysage, et notamment, son article 106/4, alinéa 1^{er}, 8^o, lequel prévoit actuellement que sont transmises par les établissements d'enseignement supérieur « *les inscriptions préalables de l'étudiant à des études supérieures et les résultats de ses épreuves, tant en Communauté française qu'en dehors de celle-ci* ». Il conviendrait d'ajouter les mots « *, de même qu'à tout concours ou épreuve permettant d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures à l'issue d'une année d'études supérieures préparatoire ou générale menant à ce concours ou à cette épreuve* ».
- » **S'agissant de l'article 60 en projet,**
- » l'ARES – qui attire particulièrement l'attention sur la surcharge administrative liée à cette modification, dans la mesure où elle nécessite une adaptation des formulaires d'inscription – note que la suppression de la durée de cinq années académiques s'accorde avec les nouvelles règles de finançabilité et que celle-ci s'insère dans la philosophie du cadre décretaal e-paysage qui n'impose pas de durée dans la reconstitution du passé académique de l'étudiant-e (cf. article 106/4, alinéa 1^{er}, 8^o précité) ;
 - » concernant la dérogation prévue, selon laquelle, en cas d'interruption d'au moins cinq années académiques, l'étudiant-e n'est pas tenu de déclarer ses inscriptions préalables à des études supérieures et les résultats de ses épreuves antérieurs à cette interruption, l'ARES suggère d'ajouter le mot « *consécutives* » après les mots « *cinq années académiques* ». L'ARES suggère également de compléter le commentaire de la disposition afin de faire apparaître l'intention supposée, à savoir qu'en vertu de l'article 5, § 1^{er}, 1^o du décret du 11 avril 2014, un-e étudiant-e redevient finançable lorsque cet-te étudiant-e s'inscrit à un cycle d'études, sans avoir été déjà inscrit à des études de même cycle au cours des cinq années académiques précédentes ;
 - » **Enfin**, l'ARES attire l'attention de l'auteur du projet sur l'article 5, § 6 du décret du 11 avril 2014, lequel prévoit toujours que l'étudiant-e qui s'inscrit en premier cycle d'études sur la base des conditions visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 est réputé avoir été régulièrement inscrit pour chaque année académique qui suit l'obtention du diplôme, titre ou certificat visé dans ces conditions d'accès, à un programme annuel de 60 crédits des études visées, *sauf pour les années pour lesquelles est apportée la preuve qu'il ou elle n'a été inscrit-e à aucune activité d'enseignement supérieur ou concours ou épreuve d'accès à celui-ci au cours de l'année visée*. À cet égard, le commentaire de l'article en projet devrait être renforcé afin de préciser l'articulation entre cette disposition et la disposition en projet.

» **Moyennant la prise en compte des remarques précédentes**, l'ARES émet un avis **favorable** sur la disposition en projet.

02.6 / CHAPITRE VI – MODIFICATION DU DÉCRET-PROGRAMME DU 14 JUILLET 2021 PORTANT DIVERSES MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LA CRISE DU CORONAVIRUS, AU PLAN DE RELANCE EUROPÉEN, À L'ÉGALITÉ DES CHANCES, AUX BÂTIMENTS SCOLAIRES, À WBE, AU DROIT DES FEMMES, À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, AU SECTEUR NON-MARCHAND, À L'ÉDUCATION ET AUX FONDS BUDGÉTAIRES

02. 6.1 / ARTICLES 61 ET 62 DE L'AVANT-PROJET

02. 6.1.1 / Modifications et objectifs

- » Les dispositions en projet ont pour but de procéder à la répartition du solde des montants du plan de relance européen (RRF) relatif à l'appel à projet pour la stratégie numérique de l'Enseignement supérieur de plein exercice et de l'Enseignement de promotion sociale. Étant donné la diminution des budgets initialement attendus de l'Europe, il prévoit de répartir le solde entre les établissements lauréats du premier appel à projets pour minimiser les impacts de la diminution du budget initialement prévu.

02. 6.1.2 / Avis de l'ARES

» L'ARES émet un avis favorable sur les dispositions en projet.

02.7 / CHAPITRE VII – MODIFICATION DU DÉCRET DU 20 DÉCEMBRE 2001 FIXANT LES RÈGLES SPÉCIFIQUES À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ARTISTIQUE ORGANISÉ EN ÉCOLES SUPÉRIEURES DES ARTS (ORGANISATION, FINANCEMENT, ENCADREMENT, STATUT DES PERSONNELS, DROITS ET DEVOIRS DES ÉTUDIANTS)

02. 7.1 / ARTICLE 63 DE L'AVANT-PROJET

02. 7.1.1 / Modifications et objectifs

- » La disposition en projet a pour but de prévoir un encadrement spécifique pour les étudiant-es inscrit-es dans le domaine pédagogique n°10 bis, sections 3, 4 et 5. L'intégration du nouveau domaine n°10 bis (« sciences de l'éducation et enseignement ») relatif à l'organisation des formations pédagogiques implique l'intégration d'un encadrement spécifique, en tenant compte de l'encadrement actuel de chaque domaine artistique. Il y a lieu d'ajouter les 0.04 pédagogiques au coefficient lié au domaine artistique de référence de l'étudiant, tel que prévu à l'article 53. Cet encadrement correspond à celui qui était initialement prévu pour l'organisation de l'agrégation, il le stabilise et prend en compte le fait que la section 4 s'organise désormais en 2 années. La section 3 s'organisant à la rentrée académique 2023-24, le calcul doit donc intégrer l'ensemble des étudiants inscrits dès la rentrée 2023.

02. 7.1.2 / Avis de l'ARES

- » Afin que la disposition en projet puisse sortir pleinement ses effets et dans le but de clarifier dans le texte même l'intention de l'auteur du projet, l'ARES estime qu'il est indispensable d'ajouter à l'article 53, alinéa 1^{er}, *in fine*, du décret du 20 décembre 2001, les mots suivants :

« *Domaine des sciences de l'éducation et enseignement :*

Pour les formations qui relèvent du domaine 10bis, l'encadrement est calculé sur la base du domaine dans lequel s'intègre la discipline du grade au sens des articles 12 et 16 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants ».

Dans le même ordre d'idées, l'ARES propose que le commentaire de l'article en projet soit agrémenté de deux exemples illustrant le mécanisme, l'un pour la section 3 et l'autre pour la section 5 :

- Master en enseignement section 3: formation artistique: musique et éducation culturelle et artistique (fait donc référence au domaine de la musique) ;
 - Master en enseignement section 5: arts plastiques, visuels et de l'espace (fait donc référence au domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace).
- » **Par ailleurs**, l'ARES attire également l'attention de l'auteur du projet sur le fait que, s'agissant du paragraphe 6 de l'article 54 du même décret, il risque à terme d'y avoir un vide juridique dans la mesure où, par l'effet de la réforme de la formation initiale des enseignants, le grade d'agrégé d'enseignement secondaire supérieur sera remplacé par le grade de master en enseignement section 5. Il conviendrait de prévoir une disposition permettant de maintenir les effets de cette disposition pour le master en enseignement section 5, d'autant que le décret du 7 février 2019 instaure une période transitoire maintenant dans le temps les deux grades.

» **Moyennant la prise en compte des remarques formulées**, l'ARES émet un avis **favorable** sur la disposition en projet.

03. TITRE X – DISPOSITIONS RELATIVES À LA PROGRAMMATION SOCIALE DANS L'ENSEIGNEMENT

03.1 / CHAPITRE V – DE L'INDEMNISATION DES FRAIS INFORMATIQUES

03. 1.1 / ARTICLES 80 À 84 DE L'AVANT-PROJET

03. 1.1.1 / Modifications et objectifs

- » Les dispositions en projet visent, en application du protocole d'accord sectoriel 2021-2024, à permettre :
 - » aux membres des personnels académique (à l'exception des Recteurs et donc des directions), scientifique et administratif des universités ;
 - » aux membres du personnel directeur et enseignant, et au personnel auxiliaire d'éducation en fonction dans les Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ;
 - » aux membres du personnel directeur et enseignant des Écoles supérieures des Arts ;

- » aux membres du personnel administratif des établissements d'enseignement supérieur non universitaire organisés ou subventionnés par la Communauté française ;
 - » aux directeurs des établissements d'enseignement de promotion sociale ;
- de bénéficier d'une indemnité informatique annuelle d'un montant de 100 euros dans des conditions similaires à celles qui sont prévues dans l'enseignement obligatoire et dans l'enseignement de promotion sociale pour certaines catégories de membres du personnel.
- » Le montant est exonéré d'impôts et de cotisations de sécurité sociale, à condition que le membre du personnel utilise son propre matériel informatique à des fins professionnelles de façon régulière et substantielle, et que l'employeur n'intervienne pas d'une autre manière dans ces frais de matériel informatique.

03. 1.1.2 / Avis de l'ARES

- » **L'ARES se réjouit des mesures apportées et salue l'initiative** afin de soutenir les universités, les hautes écoles, les écoles supérieures des arts, les établissements de promotion sociale et leurs personnels, par l'octroi de moyens supplémentaires.
- » S'agissant, toutefois, de l'article 82 en projet, l'attention de l'auteur est attirée sur le fait que le dispositif s'adresse aux membres du personnel visés aux articles 69 et 75 du décret du 20 décembre 2001, soit l'ensemble du corps enseignant et de direction. En ne faisant pas référence aux articles 57 *bis* et 57 *ter* du même décret, le dispositif exclu les conseillers et conseillères chargé-es de coordonner l'évaluation de la qualité et les conseillers et conseillères chargé-es du Service interne de Prévention et de Protection au travail (SIPP). Il est à noter que ces deux fonctions sont des fonctions prévues uniquement par le décret du 20 décembre 2001 et non par le décret du 20 juin 2008 dont il est fait mention à l'article 83 en projet. Il ne semble pourtant pas *prima facie* y avoir de justification pour exclure ces deux fonctions du dispositif en projet.

» **Moyennant la prise en compte de la remarque formulée**, l'ARES émet un avis **favorable** sur les dispositions en projet.

03.2 /CHAPITRE VI – MODIFICATION DE LA LOI DU 28 AVRIL 1953 SUR L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE PAR L'ÉTAT

03. 2.1 / ARTICLE 85 DE L'AVANT-PROJET

03. 2.1.1 / Modifications et objectifs

- » La disposition en projet vise à prévoir le droit au congé exceptionnel pour l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec qui, au moment de l'événement, le membre du personnel vit en couple, appelé « congé de naissance », au bénéfice du membre du personnel statutaire enseignant des universités organisées par la Fédération Wallonie-Bruxelles.
- » Ce congé continue de bénéficier à tout membre du personnel, indépendamment de son genre, dont l'épouse ou la partenaire a accouché. Il n'est donc pas nécessaire qu'un lien de filiation soit établi entre le membre du personnel et l'enfant nouveau-né si au moment de la naissance, le membre du personnel est marié, cohabitant légal ou cohabitant de manière permanente et affective, avec la personne à l'égard

de laquelle la filiation est établie (co-parent). Cependant, le membre du personnel ayant reconnu l'enfant a également droit à ce congé, même s'il ne vit pas sous le même toit que la mère.

03. 2.1.2/ Avis de l'ARES

» L'ARES émet un avis **favorable** sur la disposition en projet.